

	<p style="text-align: center;"><b>PERISCOPE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Organe d'expression de l'ONG «CPD»</b></p>	<p style="text-align: center;">N° 10 /11/.2013</p>
<p style="text-align: center;">Information et Sensibilisation sur la paix et la sécurité humaine  <a href="http://www.reseaurafal.org/node/168/">Http://www.reseaurafal.org/node/168/</a></p>		

**Sous le Haut patronage de son Excellence le Président de la République, deuxième campagne de désarmement civil volontaire important.**

**Une nouveauté, les confessions religieuses et les élus locaux sont plus impliqués**

La prolifération, le trafic, l'usage abusif des armes légères et de petit calibre restent encore une question préoccupante au Burundi et dans la sous-région des pays de l'Afrique centrale en particulier. Les conflits sociaux ethniques qui ont été occasionnés par l'assassinat du premier Président démocratiquement élu Melchior NDADAYE, l'accès facile aux armes, le manque de contrôle efficace tant au niveau national qu'international ont favorisé et accentué le recours aux armes pour la revendication des droits démocratiques au Burundi. Cette menace sur l'être humain, sur son environnement et son économie nécessite plus d'effort de tout un chacun pour l'éradiquer. Après plusieurs années de guerres par armes à feu, avec l'appui de la communauté internationale, les Burundais se sont mis sur la table de négociation qui a abouti aux accords de paix d'Arusha en Tanzanie, c'était en 2000. Parmi les priorités pour asseoir et consolider la paix, étaient inscrits le désarmement et le contrôle d'armes dans la communauté. La Colonie des Pionniers de Développement CPD qui a initié les activités de formation et de sensibilisation de la population et d'autres organisations de la société civile sur l'action contre la violence armée,

conformément aux initiatives des Nations Unies lancées en juillet 2001 a accompagné le processus avec l'appui des organisations internationales comme RAIAL/IANSA, GGRIP et autres. Après la conviction de certaines personnes sensibilisées qui ont accepté de se débarrasser des armes détenues illégalement, le lancement de la campagne de désarmement civile par le Président de la République du Burundi, Son Excellence Pierre NKURUNZIZA a occasionné la collecte des milliers d'armes et munitions remises volontairement en octobre 2009. Même si plusieurs armes et munitions ont été collectées pendant 10 jours seulement, la Colonie des Pionniers de Développement et autres organisations de la Société civile impliquées dans la lutte contre la violence armée n'ont pas cessé de revendiquer une autre campagne de désarmement car les criminalités et violations des droits humains par les armes à feu ont montré que plusieurs armes restent encore dans la population civile Burundaise. La Commission Nationale du Désarmement Civile et de Lutte contre les armes légères et de petit calibre CNAP a bien pris les choses en mains. Pour qu'il y ait une large sensibilisation de beaucoup de populations, des ateliers de sensibilisations des partenaires à impliquer dans le processus de la deuxième campagne de désarmement ont été organisés par la CNAP. Les confessions religieuses, les élus locaux, les associations sans but lucratifs impliquées dans la lutte contre la violence armée ont participé dans des ateliers de différentes provinces. Au cours des ateliers, chaque participant donnait des propositions et recommandations pour que la dixième campagne puisse réussir. Parmi les recommandations qui étaient reprises, il y avait la prise en compte du système armes contre les outils ou les projets de développement qui a suscité l'attention des populations détentrices des armes illégales dans la première campagne d'octobre 2009, la prolongation de la période de remise volontaire d'armes et l'amnistie temporaire. Il a fallu que la loi sur le port, l'import et la détention d'armes soit revue pour que cette action soit reprise officiellement.

Sous le haut patronage de son Excellence le Président de la République du Burundi Pierre NKURUNZIZA, la deuxième campagne de désarmement civile a été lancée officiellement le 11 novembre 2013 à l'Hôtel King Conférence de Bujumbura.

Après le discours d'appréciation de l'action des acteurs Etatiques et Non Etatique contre la violence armée prononcés par le Ministre de l'Intérieur, le Maire de la ville de Bujumbura et en fin par son Excellence le Président de la République qui a ouvert les activités, les participants à l'atelier ont continué le débat sur les voies et moyens de concrétiser les recommandations des ateliers préparatoires. Bien que certains participant aient émis des inquiétudes du fait que la CNAP qui a préparé la poursuite du désarmement n'a pas pu appliquer le système d'armes contre les outils ou les projets de développement à ceux qui s'en débarrassent, le Président de la CNAP Commissaire de Police Zénon NDABANEZE a bien informé les participants que cette mesure a été prise car, ceux qui détiennent encore des armes illégales ont raté la première chance qui leur a été octroyée pour la première fois . Donnons-leur encore la chance de les remettre avant qu'ils soient appréhendés pour être sanctionnés sévèrement conformément à la loi en vigueur. Après la période de collecte d'armes jusqu'au 16 février 2014, des projets de développement seront implantés dans des provinces et communes qui auront manifesté la volonté de la remise volontaire d'armes plus que les autres. La nouveauté dans la deuxième campagne est que la majorité des acteurs les plus impliqués dans la campagne sont des confessions religieuses et des élus locaux. Tous les acteurs impliqués sont priés de sensibiliser en communiquant aux croyants et aux populations sur les modalités de la remise volontaires d'armes. Tous les participants aux ateliers de préparation de la campagne ont participé au lancement officiel de cette campagne. Les copies de la loi sur les armes, les dépliants instructifs, les T-shirt portant des messages de sensibilisation ont été distribués aux partenaires impliqués dans l'action.

Encourageant cette action d'appui à la consolidation de la paix au Burundi, la Colonie des Pionniers de Développement CPD espère qu'un résultat satisfaisant sera enregistré cette fois –ci.

« Colonie Pionniers de Développement »